

Note à l'attention de M. Le Sénateur Hervé Maurey,
chargé d'une mission sur le financement du très haut débit

Par la Secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique et par le
Ministre de l'espace rural et de l'aménagement du territoire.

- **Position générale**

Le très haut débit (THD) et, par voie de conséquence, le raccordement en fibre optique des entreprises et des foyers est une nécessité et une opportunité pour la France.

Notre pays, loin d'être à la traîne sur ces sujets, reprendrait de l'avance, basculerait davantage dans l'économie numérique pour bénéficier de tous ses avantages tant sur le plan économique que sociétal s'il prenait les bonnes initiatives dans ce domaine.

- **Qu'entend-on par *haut débit* et *très haut débit* ? Où se situe la limite ?**

La limite est mouvante selon le type d'usage et selon l'utilisateur, particulier ou professionnel.

Néanmoins, nous considérons que 1 Mbits doit être le haut débit minimum pour que chacun accède dans de bonnes conditions à Internet. Si des arbitrages étaient nécessaires, nous recommanderions du haut débit pour tous plutôt que du très haut débit pour certains.

Pour les particuliers, 10 Mbits peut être considéré comme du *très haut débit* ; pour les entreprises, le très haut débit sera plutôt de l'ordre de 100 Mbits – parfait, même pour de la visioconférence – voire plus car, pour certains professionnels dans le domaine des médias et 3D, 100 Mo constitue un minimum !

- **Quel financement ?**

Le financement ne doit pas reposer sur des taxes visant les fournisseurs d'accès ou les opérateurs de mobile ; le THD doit être considéré comme un levier pour dynamiser l'économie et non anticiper sur des recettes qu'on ne peut encore mesurer.

Le THD est une nécessité pour la France si on veut faire basculer son économie et la société dans son ensemble dans l'économie numérique ; de plus, au-delà des *early adopters*, il existe un marché, d'entreprises notamment, pour le THD. Il serait judicieux de trouver un ou d'autres moyens de financer cet investissement à très long terme que des taxes qui grèvent les performances à court terme.

- **Résoudre l'imbricatio du raccordement final**

Là où la fibre optique a été posée, il est souvent très difficile d'être raccordé pour des questions de « partage de territoire » entre opérateurs de réseaux ; la régulation mise en place crée tellement d'incertitude que les acteurs sont à l'arrêt ou dans l'expectative. Il faut mettre fin à cette situation qui bloque l'équipement des foyers et des entreprises ; or, parmi ces dernières, il s'en trouve qui en ont besoin, car cela leur ouvre des perspectives d'amélioration considérable de leur productivité et elles sont prêtes à en payer le prix.